

Maroc

L'empire africain de Mohammed VI

En quinze ans, le souverain chérifien a mobilisé toutes les ressources diplomatiques, économiques et religieuses du royaume pour étendre son influence sur le continent. Une offensive qui pourrait culminer avec la réintégration du pays au sein de l'Union africaine

CHARLOTTE BOZONNET

Le jour du 6 novembre 2016, comme chaque année, Mohammed VI s'apprête à commémorer la « marche verte », par laquelle le Maroc – alors dirigé par son père, le roi Hassan II – prit le contrôle du Sahara occidental en 1975. Ses déclarations rituelles, très attendues car consacrées au sujet-clé de la souveraineté territoriale, s'adressent au « cher peuple » marocain, mais n'ont pas pour cadre l'une des cités du royaume.

Vêtu d'un costume sombre, assis devant une imposante carte de l'Afrique encadrée de deux drapeaux marocains, le monarque s'exprime depuis Dakar, au Sénégal. « *Ce discours, prononcé depuis cette terre accueillante, traduit tout l'intérêt que nous portons à notre continent* », dit-il, avant de poursuivre : « *La politique africaine du Maroc ne se limitera pas à l'Afrique occidentale et centrale. Nous veillerons plutôt à ce qu'elle ait une portée continentale, et qu'elle englobe toutes les régions de l'Afrique.* » L'Afrique. Le roi y a consacré la quasi-totalité de son intervention.

Depuis son arrivée sur le trône en 1999, Mohammed VI conduit une ambitieuse politique africaine. Sous son impulsion, le royaume est parti à l'assaut du continent : méthodiquement, par étapes, il a tissé sa toile. En quinze ans, le roi a effectué plus de quarante visites

dans des pays de l'Afrique subsaharienne, mobilisé les plus grandes entreprises marocaines, jouant de toutes ses ressources, économiques, diplomatiques comme religieuses.

« *Le Maroc avait-il vraiment le choix ?* », interroge Bakary Sambe, universitaire sénégalais, directeur du Timbuktu Institute et auteur du livre *Islam et diplomatie : la politique africaine du Maroc* (Editions Marsam, 2010). « *L'Afrique subsaharienne, rappelle l'universitaire, est le canal de déploiement naturel et le seul possible pour le royaume.* » Au nord, le Maroc peut développer des coopérations étroites avec des pays européens, mais n'a pas les moyens d'y mener une politique de puissance. A l'est, il est bloqué par le grand voisin algérien, l'ennemi historique ; à l'ouest, par l'océan.

Ancienne, la sensibilité africaine du royaume a cependant recouvert des formes différentes selon les périodes. « *Mohammed V [roi du Maroc après l'indépendance du pays, de 1957 à 1961] était perçu comme un leader panafricaniste* », note l'historien marocain Maati Monjib. Une réputation qu'il doit en grande partie à son exil forcé à Madagascar, de 1953 à 1955, à l'époque du protectorat français dans l'Empire chérifien. En janvier 1961, quelques semaines avant sa mort, le monarque avait organisé, dans la cité portuaire de Casablanca, une réunion de dirigeants africains comptant parmi les grandes voix de l'anticolonialisme du moment. Ensemble, ils inscrivirent dans une charte les

bases de ce qui deviendrait, en 1963, l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

C'est le fils et successeur de Mohammed V, Hassan II (qui règne de 1961 à 1999), « *qui va donner une inflexion pro-occidentale à la diplomatie du royaume* », poursuit M. Monjib. En pleine guerre froide, en se rangeant dans le camp de l'Ouest, le nouveau roi espère protéger le régime monarchique et s'assurer un soutien sur la question du Sahara occidental. Cette ancienne colonie espagnole est considérée par le Maroc comme ses « provinces du Sud », une partie intégrante de son territoire. Mais, en 1976, les indépendantistes du Front Polisario proclament la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et se lancent dans la lutte armée, avec le soutien de l'Algérie. Ce conflit va devenir le principal point de fixation entre les deux frères ennemis du Maghreb, qui se sont déjà affrontés lors de la « guerre des sables », en 1963, autour du tracé de leurs frontières, et l'obsession de la diplomatie du royaume. Désormais, conclut l'historien Maati Monjib, « *les signes de changement de la politique africaine du Maroc vont être liés au dossier du Sahara* ».

C'est ainsi qu'en pleine crise sahraouie Hassan II engage son pays au sein du Safari Club. Sous cette appellation inoffensive se cache une alliance scellée en 1976 entre services de renseignement des pays membres (outre le Maroc, la France, l'Égypte, Israël, l'Iran et l'Arabie saoudite) déterminée à contrer – en coord-

dination avec les Etats-Unis – l'influence soviétique en Afrique et au Moyen-Orient. En 1977 et 1978, des troupes marocaines se rendent ainsi au Zaïre (aujourd'hui République démocratique du Congo) combattre, aux côtés des Français et des Belges, la rébellion au Shaba (actuel Katanga) appuyée par des forces communistes, qui menace alors le pouvoir de Mobutu. Le maréchal-président régnera dix ans de plus. Quatre mois après sa chute, en 1997, Mobutu sera inhumé dans le cimetière européen de Rabat.

En 1980, le Royaume chérifien commence la construction d'un mur dans le Sahara, visant à séparer la partie sous contrôle marocain à l'ouest (80 % du territoire sahraoui) de celle détenue par le Front Polisario à l'est.

Nouvel accès de tensions en 1984 : le Maroc claqué la porte de l'OUA, après que celle-ci a décidé de reconnaître parmi ses membres la République arabe sahraouie démocratique. Les relations d'Hassan II avec le reste du continent africain ne cessent pas, mais elles prennent un tour personnel, de chef d'Etat à chef d'Etat. Le roi « *va développer un bilatéralisme sélectif, souligne l'universitaire Bakary Sambé, en s'adressant en priorité aux pays africains qui partagent ses positions, comme le Sénégal, la Guinée, le Gabon ou la Côte d'Ivoire.* »

INCOMPARABLE RÉSEAU DE RELATIONS

A l'échelle continentale, l'équation géopolitique se complique avec l'effondrement de l'URSS au début des années 1990. « *Le Maroc se retrouve affaibli, explique Maati Monjib. C'est la fin de la logique de guerre froide : l'influence occidentale sur le continent s'atténue au profit de puissances régionales émergentes, au premier rang desquelles l'Afrique du Sud de Nelson Mandela.* » Il y a aussi l'Algérie, forte de ses ressources en hydrocarbures, et le Nigeria, géant continental en devenir.

Quant au conflit du Sahara occidental, il est dans l'impasse. L'affrontement armé s'enlise et se solde, en 1991, par la conclusion d'un accord de cessez-le-feu sous surveillance de l'ONU. La proposition d'organiser un référendum d'autodétermination demeure, elle aussi, dans les limbes, les deux parties n'étant pas d'accord sur qui devrait y participer.

Il faut attendre l'arrivée de Mohammed VI pour assister à un nouveau tournant africain de la diplomatie du royaume. Sous son impulsion, celle-ci va allier les prismes traditionnels de la politique étrangère marocaine – trouver des soutiens à la « marocanité du Sahara » – et les récentes évolutions géopolitiques en Afrique, désormais considérée comme le continent économique de demain. D'autant que, « *pour le Maroc, il est plus facile de devenir une puissance africaine qu'une puissance arabe* », explique M. Monjib.

Le royaume n'a pas les moyens de rivaliser avec les monarchies pétrolières du Golfe. Il ne dispose pas non plus forcément des ressorts diplomatiques pour peser dans cette région tourmentée.

En Afrique, en revanche, le Maroc mobilise ses « ressources symboliques » et, en premier lieu, celles de la religion. Dans ce domaine, le Maroc possède un atout maître : la Tidjaniya, confrérie soufie la plus répandue en Afrique de l'Ouest, dont l'un des lieux saints et le plus visité par ses adeptes – le mausolée du fondateur Ahmed Tidjani, mort en 1815 – est situé dans la ville marocaine de Fès. Cet héritage a donné au Royaume chérifien un incomparable réseau de relations et d'influences.

Avec la montée en puissance des groupes djihadistes dans le Sahel (2012-2013) et le conflit qui éclate au nord du Mali, le royaume va mi-

ser plus intensément encore sur ses « atouts » religieux, en mettant en avant sa promotion d'un islam soufi, ouvert et tolérant, ainsi que le statut de « commandeur des croyants » du roi du Maroc. Mohammed VI va alors mettre en place la formation d'imams africains dans son pays, une initiative présentée comme un outil de lutte contre le radicalisme.

A Rabat, sur près de trois hectares, se dresse ainsi depuis 2015 l'imposant Institut Mohammed-VI de formation des imams. Les autorités n'ont pas lésiné sur les moyens : l'établissement, qui reçoit plus d'un millier d'imams marocains, subsahariens et européens, a été construit en seulement un an, pour un coût évalué à 21 millions d'euros. En juin 2016, une Fondation des oulémas africains est à son tour inaugurée. Installée à Fès, elle accueille des théologiens originaires d'une trentaine de pays africains, afin d'échanger autour d'« *un islam de tolérance* ». Pour le Maroc, l'objectif est d'apparaître comme le chantre de l'islam modéré en Afrique.

« IL N'Y A PLUS DE TERRAIN ACQUIS »

Mohammed VI s'investit personnellement dans cette offensive africaine. Les arcanes du pouvoir marocain sont obscurs, mais de nombreuses voix s'accordent à penser que cette politique est portée par le jeune souverain. On lui avait reproché sa trop grande réserve, son silence dans les médias, voire de manquer des rendez-vous diplomatiques importants : sur le continent, il a pris une assurance sans précédent. « *On le voit, il est très à l'aise, heureux d'être là* », raconte un journaliste qui a assisté à une visite du roi à Madagascar. Sa dernière tournée en date a commencé en octobre 2016 et s'est poursuivie jusqu'à la fin de l'année, tout juste interrompue en novembre par la conférence internationale sur le climat (COP22) qui se tenait à Marrakech.

Abdou Diop est sénégalais, installé depuis des décennies au Maroc, et participe depuis quinze ans au développement de la présence marocaine sur le continent africain. Aux commandes du cabinet Mazars Audit et Conseil, il dirige depuis deux ans la mission Afrique au sein de la Confédération générale des entreprises marocaines (CGEM), l'équivalent du Medef marocain. Il a été un témoin privilégié de cette dynamique. « *Le Maroc entretenait des relations avec des Etats africains, mais c'est l'arrivée sur le trône de Mohammed VI qui a marqué l'essor du volet économique, dit-il. De grands groupes nationaux capables de se développer à l'international ont fait leur apparition. Le patronat marocain s'implique fortement dans les tournées. Et les visites régulières du roi, y compris à titre privé, ont complètement changé le regard des entreprises marocaines sur l'Afrique subsaharienne.* »

Les premières délégations, assure M. Diop, comptaient 40 politiques pour cinq à dix chefs d'entreprise. « *Aujourd'hui, le ratio s'est inversé : c'est une dizaine d'acteurs politiques pour 40 chefs d'entreprise.* »

Dans un pays où le Palais royal garde la haute main sur tous les secteurs stratégiques – diplomatie, économie (le roi est la première fortune du royaume), sécurité –, mobiliser les ressources utiles à une telle politique n'est pas compliqué. Plusieurs étapes ont jalonné cette aventure africaine.

La première est marquée par des visites ponctuelles, jusqu'au tournant du 24 février 2014. Ce jour-là, Mohammed VI est en visite en Côte d'Ivoire, à Abidjan. Son discours a frappé les esprits : « *L'Afrique est un grand continent, par ses forces vives, ses res-*

sources et ses potentialités. Elle doit se prendre en charge, ce n'est plus un continent colonisé », avait-il déclaré, ajoutant, à l'attention des ex-colonisateurs, notamment français : « *Il n'y a plus de terrain acquis, pas plus qu'il n'y a de chasse gardée.* » « *Ce discours, estime M. Diop, a fait de l'Afrique l'axe stratégique majeur de la diplomatie du royaume, avec l'idée de relations basées sur le pragmatisme.* »

DEUXIÈME INVESTISSEUR SUR LE CONTINENT

Une autre étape est enclenchée en octobre 2016, avec une tournée dans les pays d'Afrique de l'Est. « *La politique africaine du Maroc s'est toujours appuyée sur des Etats pivots* », rappelle Bakary Sambé. Au premier rang de ses alliés : le Sénégal, soutien inconditionnel de sa politique au Sahara. Cette fois, Mohammed VI sort de la zone d'influence traditionnelle du royaume, à savoir l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Il se rend pour la première fois au Rwanda, en Tanzanie et en Ethiopie. Il apprécie particulièrement le président rwandais, Paul Kagamé, qui allie autoritarisme politique, dynamisme économique et discours panafricaniste.

Les résultats de cette nouvelle politique africaine sont tangibles. A chaque tournée, des dizaines d'accords de coopération sont signés. Le Maroc est devenu le deuxième investisseur africain sur le continent, après l'Afrique du Sud. La moitié de ses investissements directs étrangers va vers l'Afrique subsaharienne. La holding royale – la Société nationale d'investissement (SNI) –, présente dans tous les secteurs de l'économie marocaine, y participe.

Dans la banque, les assurances, les télécoms, l'immobilier, le secteur minier, les fleurons de l'économie marocaine – comme Attijariwafa Bank, l'Office chérifien des phosphates (OCP) ou encore Maroc Telecom – multiplient les projets d'accords et les implantations. En Ethiopie, en novembre 2016, l'OCP a annoncé 3,7 milliards de dollars d'investissement dans une méga-usine de production d'engrais, l'un de ses plus gros projets sur le continent.

Le Royaume chérifien soigne aussi son image. Le pays accorde de nombreuses bourses d'études : la moitié des 16 000 étudiants subsahariens présents au Maroc en bénéficient. Les hommes d'affaires, diplomates, classes aisées du continent voient dans ce pays une destination séduisante : un pays en développement, avec ses hôtels de luxe, ses boîtes de nuit, ses bars. On vient y passer des vacances, étudier ou se faire soigner. La compagnie nationale Royal Air Maroc (RAM) dessert désormais 33 pays africains. Plus récente destination, ouverte en mars 2016 : Nairobi, au Kenya.

Si le racisme envers les Subsahariens reste fort au Maroc et dans les autres pays du Maghreb, le royaume fait en sorte depuis quelques années d'apparaître comme une terre d'immigration. En décembre 2016, alors que l'Algérie expulsait manu militari quelque 1 500 Subsahariens en situation illégale, le roi annonçait une vaste opération de régularisation au Maroc, la deuxième depuis 2014.

« *Le roi a des accents de Mohammed V* », souligne l'historien Maati Monjib. Il a adopté un discours panafricaniste : il revendique son africanité, le développement du Sud par le Sud, la capacité de l'Afrique à construire son avenir. Pour certains, il a tiré profit du vide laissé par la mort, qui a suivi le soulèvement libyen de 2011, de Mouammar Kadhafi, grand leader autoproclamé de l'Afrique.

En 2014, la RAM a été la seule compagnie à maintenir ses vols en direction des Etats touchés par l'épidémie du virus Ebola. Une initiative saluée sur le continent, même si elle

avait ensuite été assombrie par la décision du royaume d'annuler la Coupe d'Afrique des nations (CAN) qui devait se tenir au Maroc, officiellement en raison de l'épidémie.

Cette dynamique africaine pourrait culminer avec le retour du Maroc au sein de l'Union africaine (UA), à l'occasion du sommet des chefs d'Etat de l'organisation qui se tient à Addis-Abeba les 30 et 31 janvier. Comme l'expliquait au *Monde*, en novembre 2016, le ministre délégué aux affaires étrangères, Nasser Bourita: «*Il y a une dimension africaine forte dans la question du Sahara: depuis que ce différend existe, la bataille diplomatique – en termes de reconnaissance – s'est déroulée en Afrique. Et, après tou-*

tes les évolutions qu'a connues le dossier, l'UA est restée le seul cheval de bataille de nos adversaires. C'était donc normal d'aller là où ce combat se livre.»

Ce retour au sein de l'organisation panafricaine a été préparé de longue date. Depuis des années, des délégations officielles sont envoyées en marge des sommets de l'UA pour des rencontres bilatérales. Le Maroc a d'ailleurs remporté des soutiens à sa cause: seuls 17 Etats africains reconnaissent aujourd'hui la République sahraouie et 28 pays ont signé une «*motion*», en juillet 2016, demandant à ce que ses activités soient suspendues au sein de l'UA – ce que ne permet pourtant pas la charte de l'UA. A cette même

date, Mohammed VI annonçait officiellement sa volonté de réintégrer l'Union.

La décision dépend maintenant du vote des 54 chefs d'Etat et de gouvernement du continent africain réunis à Addis-Abeba fin janvier. La plupart d'entre eux saluent, sur le principe, la fin d'une bizarrerie: une organisation panafricaine sans le Maroc. Certains cependant en redoutent les possibles conséquences: une paralysie de l'UA dans le cas où celle-ci deviendrait le champ de bataille perpétuel, opposant Rabat et ses alliés au front traditionnel anticolonialiste constitué par l'Algérie, l'Afrique du Sud et le Nigeria, autour du Sahara occidental. ■

LES DATES

1961 Réunion du groupe de Casablanca: les dirigeants africains anticolonialistes jettent les bases de ce qui deviendra l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

1963 Création de l'OUA.

6 novembre 1975 Hassan II lance la «*marche verte*»: le Maroc prend le contrôle de la plus grande partie du Sahara occidental.

1980 Le Maroc commence la construction d'un mur de séparation au Sahara occidental.

1984 Hassan II décide de quitter l'OUA après qu'elle a reconnu la République arabe sahraouie démocratique parmi ses membres.

1991 Accord de cessez-le-feu au Sahara occidental sous surveillance de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso).

1999 Mohammed VI accède au trône après la mort de son père. Nombreuses tournées du roi dans les pays d'Afrique de l'Ouest et centrale.

2014 Discours d'Abidjan: Mohammed VI fait de l'Afrique une priorité de la diplomatie du royaume.

Juillet 2016 Le Maroc annonce, dans un message, sa volonté de réintégrer l'Union africaine (UA).

Janvier 2017 Sommet de l'UA à Addis-Abeba (Ethiopie): annonce de la décision des chefs d'Etat sur la réintégration du Maroc.